

## Écologie politique des Gilets jaunes

*Alain Lipietz*

Le mouvement de Gilets jaunes (GJ) marque la première révolte contre l'ubérisation de la société. Ses formes ne sont pas inconnues, elles renvoient aux origines mêmes de notre République sociale. Et des solutions existent, qui prennent en compte et la justice, et l'écologie.

### **L'ubérisation sociale**

L'« ubérisation » radicalise le modèle libéral et productiviste qui s'est imposé dans le monde au début des années 80, et entre en crise en 2008. La raison dictait alors, comme dans les années 1930, un renforcement de la protection sociale et un retour aux politiques dites « keynésiennes » de soutien de la demande, mais orientées massivement vers la transition écologique.

C'est le contraire qui s'est produit. L'État-providence a poursuivi sa régression. Les crises écologiques ? On y pense et puis on oublie. Le rapport salarial fut encore plus « flexibilisé », au-delà de la sous-traitance, jusqu'au retour aux formes primitives<sup>1</sup> du XIXe siècle (les canuts...), où la subordination du travail au capital prend la forme de l'auto-entrepreneur dominé par le capital commercial (désormais via internet) : l'ubérisation au sens propre.

Au-delà de cette forme propre, il y a ubérisation sociale quand le travailleur (ou plutôt son ménage et concrètement la femme) prend sur lui une part croissante de la reproduction de sa force de travail, lorsque recule la part socialisée par deux siècles de luttes : l'État-providence, les services publics, lorsque le coût du transport, l'auto-adaptation aux écrans informatiques, le service aux malades et aux aînés sont pris en charge par le ménage, lorsqu'avec la CSG et la désindexation est rompu le contrat intergénérationnel qui fondait la retraite par répartition depuis trois quarts de siècle. C'est de là, de la chute des classes populaires qui semble aussi irréversible et désespérante que l'écoulement du sable dans un sablier<sup>2</sup>, qu'il faut partir pour comprendre la polarisation spatiale et de genre du mouvement de GJ.

### **Régionalisation et féminisation**

Si les GJ sont des provinciaux et des suburbains venant le samedi saccager les beaux quartiers parisiens, ce n'est pas qu'ils soient plus « fermés » aux vents novateurs de la mondialisation, mais tout simplement que le retrait de l'État-providence y est plus éclatant que dans les grandes villes, les condamnant à prendre la voiture pour trouver, au-delà des sous-préfectures dévitalisées, les services publics et les emplois. Mitage de la campagne périurbaine par des lotissements et invention d'un carburant à bon marché, le diesel, furent autrefois le prix de la paix sociale et de l'intégration des classes populaires à la société de consommation. Le libéralisme mondialisé a déchainé la mégapolitainisation<sup>3</sup> et rendu ce compromis trop coûteux pour le capital. Or moins de services publics, ou plus concentrés dans les métropoles, et de plus en

---

<sup>1</sup> K. Marx, « Formes antérieures à la production capitaliste », *Grundrisse*, [https://www.persee.fr/doc/homso\\_0018-4306\\_1966\\_num\\_1\\_1\\_951](https://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1966_num_1_1_951)

<sup>2</sup> Voir mon livre *La Société en sablier*, éd. La Découverte

<sup>3</sup> <http://lipietz.net/La-dynamique-megapolitaine-une-perspective-historique>

plus informatisés, et c'est l'exclusion assurée pour celles et ceux qui se trouvent du mauvais côté de la métropolisation et de la fracture numérique.

Et si aujourd'hui on trouve aux carrefours, à côté des inévitables forts-en-gueule homophobes et racistes, de charmantes gilettes jaunes, infirmières à domicile, aides ménagères, assistantes sociales, employées du tertiaire urbain, jurant toutes qu'elles sont pour l'écologie, c'est que les femmes sont aux premières loges de l'ubérisation sociale.

S'y ajoute une toute nouvelle catégorie : les retraitées (bien plus nombreuses et vaillantes que les retraités), qui se sentent trahies par l'abandon de la « parité actifs-retraités » pour laquelle elles ont cotisé toute leur vie, et qui accèdent aux délices d'un Mai 68 qu'elles ont vécu ou raté dans leur adolescence.

## **La rage anti-Macron**

De tels mouvements se retrouvent dans le monde entier. La spécificité française, c'est la rage, qui porte un nom : Macron. Hollande avait fini d'éradiquer l'espérance socialiste née au XIXe siècle. Le Pen et Mélenchon s'étaient heurtés à un plafond de verre : la question européenne. Les Français sont à raison euro-mécontents, ils ne sont pas europhobes<sup>4</sup>. E. Macron a occupé la place, riche de sa seule jeunesse et d'une exigence européenne déclarée. Mais il n'avait obtenu que 25%, et gagné au second tour seulement pour faire barrage à Le Pen : personne ne s'intéressait à son programme réel.

Élu comme un Necker, il se révéla Marie-Antoinette. Non seulement il radicalisa la déchirure sociale par des réformes fiscales et organisationnelles d'une insigne injustice (suppression de l'ISF, dégressivité des impôts sur les profits, privatisation de la SNCF, etc), mais il le fit avec un social-sadisme digne du « Ils n'ont plus de pain ? qu'ils mangent de la brioche » : « Les chômeurs n'ont qu'à traverser la rue... On donne aux pauvres un pognon de dingue... »

Bizarrement, des journalistes l'avaient pris pour un « deuxième gauche » (gauche autogestionnaire anti-étatisme) parce qu'il avait travaillé pour Paul Ricoeur. Il mit les choses au point dans un documentaire télévisé de Dany Cohn-Bendit sur les 50 ans de mai 68 : la France est un pays catholique, donc vertical, il lui faut une pratique verticale du pouvoir. N'avait même pas entendu parler du concile de Vatican II.

La « dé-verticalisation » de la France est le produit de l'instruction publique et d'internet. Mais elle est aujourd'hui marquée par l'ubérisation.

## **Le vide politique**

Songons aux insurrections d'autrefois, 1792, 1830, 1832, le 1848 décrit par Flaubert ou la Commune de Paris vue par Lissagaray<sup>5</sup> : confuses révoltes des « ubérisés primitifs » (un prolétariat encore dispersé et privé de droits sociaux). Mais avec une différence essentielle. En 1848, le mouvement ouvrier avait son avenir devant soi, les émeutes étaient préparées par les

---

<sup>4</sup> <http://lipietz.net/La-question-europeenne-face-cachee-de-la-presidentielle-francaise>

<sup>5</sup> G. Flaubert : L'éducation sentimentale ;

[http://classiques.uqac.ca/classiques/lissagaray Prosper\\_Olivier/Histoire\\_Commune\\_1871/Histoire\\_Commune\\_1871.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/lissagaray Prosper_Olivier/Histoire_Commune_1871/Histoire_Commune_1871.pdf)

Relire aussi Victor Hugo, « Les insurrections d'autrefois », *Les Misérables*, sur l'insurrection ratée de 1832.

clubs socialistes et les syndicats naissants. Les « contenus » de ces révolutions étaient aussi confus, les « représentants » des premiers jours aussi rapidement délégitimés à l'âge des gazettes qu'à l'âge de Facebook, mais au moins il existait un tronc commun d'idées, démocratiques et sociales, avec leurs porte-paroles.

Les futurs sociaux-démocrates ou communistes pouvaient compter sur la concentration à venir de la classe ouvrière dans les grandes entreprises. Ils disputaient l'hégémonie, sur des mouvements sociaux ayant la cohésion d'un « sac de pommes de terre », aux forts-en-gueule, tout-petits patrons de l'industrie et du commerce que Marx<sup>6</sup> appelle les « limonadiers » (les bistroquets de l'époque), et à Louis-Napoléon Bonaparte, inventeur de ce qu'on nomme aujourd'hui populisme de droite ou « démocratie ».

Dès 1940, K. Polanyi<sup>7</sup> montrait que la révolte contre la dictature du marché débouchait sur le fascisme, le stalinisme ou la sociale-démocratie. Le stalinisme a tué le communisme, la « Troisième voie » (Hollande compris) a tué la sociale-démocratie. Faute d'avoir su se renouveler sur une base territoriale pour répondre à la sous-traitance poussée jusqu'à l'ubérisation, les syndicats survivent, mais en perte de vitesse. Le rapport de force, face aux limonadiers et aux bonapartistes, s'est inversé.

La classe ouvrière dispersée ou réduite au chômage s'est tournée vers le Front National. Le mouvement des GJ a démarré sous l'hégémonie politique autodéclarée de la droite extrême et de l'extrême droite : un mélange incohérent de refus de l'impôt et d'exigence de protection sociale, masqué par l'incontestable injustice des réformes fiscales de Macron.

Pourtant, l'élargissement même du mouvement, la présence massive des Gilettes jaunes, la remarquable intelligence et le sens pédagogique de certains animateurs des pages GJ de Facebook, a permis de recentrer le débat sur la question de fond : ubérisation contre justice sociale, dans leurs dimensions fiscales et territoriales. La question de départ (la hausse des écotaxes, en particulier sur le diesel) aura été la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Hélas, cette goutte d'eau reste encore le totem qui cache le vase.

### **L'écueil écotaxe.**

Car la dimension sociale du conflit contre l'ultralibéralisme (l'ubérisation) n'efface pas la question écologique. Or la hausse programmée de l'écotaxe anti-diesel, devant rattraper la hausse plus lente de l'écotaxe sur l'essence, a d'excellentes justifications. Le « + 1,5 ° » souhaité par la conférence de Paris, c'est déjà fichu (avec l'élection de Trump, de Bolsonaro). Et contre les « + 2° », il nous reste... deux ans pour agir. Sur l'ensemble des carburants.

Quant au diesel-transport, il est la deuxième cause (après le bois-énergie) des 48 000 morts par an attribués aux particules fines. Les bébés vivant à moins de 100 mètres d'un grand axe routier ont quatre fois plus de chance de mourir. Or les HLM sont souvent concentrés dans ces zones exposées, où le foncier est moins cher. Tout recul d'un an dans l'éradication du diesel-transport revient donc à condamner à une mort prématurée de 12 à 20 000 personnes, quatre fois plus que l'amiante. Peut-on prendre sans frémir une telle responsabilité ? En cédant sur ce point et seulement sur ce point, Macron et Philippe ont répondu « oui »...

---

<sup>6</sup> K. Marx. *Le 18 brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*.

<sup>7</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/La\\_Grande\\_Transformation](https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Grande_Transformation)

Il est donc réducteur, le slogan « Les écolos nous parlent de la fin du monde, notre problème est la fin du mois ». Les médecins et les écologistes nous parlent... de la fin de notre vie. Les GJ à qui un chirurgien arrachera un poumon dans cinq ans, ceux qui affronteront dès les années 2030 les + 1,5° (avec des pics à plus de 40° et des nuits sans sommeil dans le Midi) seront-ils fondés à maudire « Si on m'avait dit... » ? On leur avait dit. Mais pas assez. Sans leur offrir d'alternative.

### **Le débat biaisé**

Il est lamentable que des politiciens, convertis à l'écologie depuis quelques années voire quelques mois, balancent aussitôt par dessus bord leurs dénonciations d'un « Pouvoir qui n'en fait pas assez et pas assez vite » et adhèrent au mot d'ordre de l'abolition des écotaxes. La non-taxation du carburant de l'aviation et du transport maritime internationaux (héritée des Rôles d'Oléron d'Aliénor d'Aquitaine et cristallisée dans des traités) n'est d'aucune excuse pour laisser faire la Route : bien sûr il faut s'occuper des trois ! Et depuis 20 ans<sup>8</sup> le Parlement européen propose des solutions, retoquées par les États nationaux.

Ces politiciens et journalistes laissent dire aussi qu'il est absurde de subventionner le remplacement des vieilles diesel en le finançant par des écotaxes, alors que c'est le principe même du bonus-malus des assurances-auto. Ou encore qu'il faudrait ne taxer que les 100 grandes entreprises polluantes (ciment, verre, etc) alors que l'écotaxe est inadaptée à leur cas (en position de monopole, elles répercutent dans le prix de vente). Depuis l'accord de Kyoto, ces entreprises sont au régime des permis d'émission décroissants d'année en année (proposés dès 1992 par le Prix Nobel Alternatif Anil Agarwal), de plus en plus souvent vendus aux enchères. On peut critiquer que les quotas soient trop larges (ou les taxes trop faibles), mais ne racontons pas n'importe quoi.

On affirme qu'il faut en finir avec l'écologie punitive, comme si 100 % de Français allaient renoncer au diesel en lisant les rapports de l'OMS et du GIEC. Quand même 60% le feraient (sans se dire « D'accord, mais que les autres commencent ! »), resteraient 40%. Pour ceux-là il faut des mesures incitatives : écotaxes et primes à la casse sont la forme la plus douce (on peut effacer la hausse de l'écotaxe en roulant moins vite). Nos métropoles, qui dépassent si hardiment les normes de pollution que la France est menacée de lourdes amendes par la justice européenne, s'appêtent déjà à passer à la vitesse supérieure : l'interdiction des « Crit'Air 5 » (diesel de plus de 20 ans d'âge) dès juillet prochain<sup>9</sup>...

### **La faute à Jospin et à Dumas**

Au fond, le débat est semblable à celui de l'interdiction du travail des enfants au XIXe siècle. Médecins hygiénistes et syndicalistes poussaient cette mesure contre la majorité des familles ouvrières qui clamaient que cela diminuerait leur pouvoir d'achat. On ne s'en sortit qu'en inventant les allocations familiales.

---

<sup>8</sup> <http://lipietz.net/Aviation>

<sup>9</sup> Voir : « Air empoisonné : un espoir dans le Grand Paris ? », <http://www.laveniravillejuif.fr/spip.php?article940>

Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui les syndicalistes Laurent Berger et Philippe Martinez, avec les écologistes, sont les plus prudents face à la revendication totem des GJ, et multiplient les propositions recentrées sur la justice sociale et fiscale (hausse du SMIC, retour de l'ISF, reterritorialisation des services publics).

Le pire, c'est que les mêmes débats eurent lieu il y a vingt ans sous la Majorité plurielle de L. Jospin. Occasion perdue <sup>10</sup>.

Comme je l'ai raconté lors de la crise de l'automobile française (*Libération* du 2 août 2012<sup>11</sup>), la question du « rattrapage de la fiscalité du diesel sur celle de l'essence » fut posée en Conseil d'analyse économique du Premier ministre<sup>12</sup>. Je présentai les recommandations des écologistes : aller vite, en partageant les gains fiscaux en trois parts : la baisse des prélèvements sur le travail, le développement de transports alternatifs, et la compensation financière pour les bas revenus. Jospin refusa, au nom de l'emploi (chez PSA) et du pouvoir d'achat. En vingt ans, la diésélisation des voitures neuves passa de 33 à 73 %...

En vingt ans, la diésélisation des voitures neuves passa de 33 à 73 %... La France capitula devant les Bonnets rouges<sup>13</sup>. Enfin, Nicolas Hulot parvint à imposer l'écotaxe. Par une ruse de la déraison, le mouvement des GJ reprend le travail de sape des lobbies de l'auto et du pétrole.

En revanche, L. Jospin respecta une autre promesse faite aux Verts : « la CSG rendue progressive par un abattement à la base », réponse anticipée à la mobilisation des mamies gilettes jaunes. C'est le Conseil constitutionnel qui retoqua la mesure, sous un prétexte abracadabran, son président R. Dumas étant alors en guerre ouverte contre L. Jospin.

## Face à la violence

Le Black bloc, l'ultra-droite existent. Ils tentent de refaire le coup du 6 février 34, où les Ligues factieuses parvinrent à orienter vers la Place de la Concorde la juste colère des Gueules cassées, des veuves de guerre abandonnées, contre une République discréditée. Mais il est vain d'opposer des gentils GJ aux méchants casseurs. Le 10 mai 68 à 18 heures, gentil étudiant, je suppliais les ultras de ne pas couper les arbres du Boul'Mich'. Trois heures plus tard j'étais sur les barricades, répondant aux lacrymos par des lancers de pavés. Un mouvement de masse a sa dynamique, complexe et pourtant unanimiste... à chaud.

Depuis que E. Macron fut nommé ministre de l'Économie de F. Hollande puis Président, j'ai dû participer à une douzaine de manifs syndicales, toutes pacifiques et rendues de plus en plus difficiles par le Black Bloc, toutes sur les mots d'ordre que sont en train de rallier les Gilets Jaunes, parfois plus nombreuses sur la France entière que le 17 novembre. Le 8 décembre, les manifs pour le climat furent équivalentes à celles des GJ. Sans aucun effet. Face à l'intransigeance de certains pouvoirs, la violence serait donc nécessaire ?

---

<sup>10</sup> Voir mon livre <http://lipietz.net/Refonder-l-esperance-Lecons-de-la-majorite-plurielle-937>

<sup>11</sup> *Libération* du 2 août 2012, <http://lipietz.net/Auto-le-mal-vient-de-plus-loin>

<sup>12</sup> <http://lipietz.net/Economie-politique-des-ecotaxes>

<sup>13</sup> « Gramsci et la Bretagne », *Politix*, 9 janvier 2014, <http://lipietz.net/Gramsci-et-la-Bretagne>

Mais les poussées violentes ont leurs pauses, où l'on réfléchit comment « concrétiser ». Il est donc urgent de trouver les formes d'un Grenelle des GJ. Certes, « Ils n'ont pas de représentants habilités à négocier un compromis ». Mais malgré la présence de Benoit Frachon lui-même, le plus respecté des chefs CGTistes, Georges Séguy s'est fait huer en rapportant à Renault-Billancourt le compromis de Grenelle. Il y a toujours un gouffre entre le Rêve et ce qu'on atteint. Les négociateurs d'un grand mouvement social ne sont jamais pleinement légitimes, et je me souviens des pleurs de l'ouvrière de *Reprise chez Wonder*.

Quelle pourrait être l'issue d'un « Grenelle des Gilets jaunes » ? Nous sommes coincés entre deux échéanciers<sup>14</sup> : sortir de la violence en offrant une perspective pour les prochaines « fins de mois », enrayer d'ici 2020 les + 2° et les dizaines de milliers de morts par an du diesel. La seule solution est à chercher dans des mesures redistributrices massives ne touchant pas aux écotaxes (si ce n'est un « bonus » généreux) mais rétablissant au plus vite un peu de justice fiscale et territoriale. On ne rouvrira pas en deux ans les lignes secondaires, on ne réduira pas en 5 ans la mégapolisation, mais on peut dès janvier augmenter le Smic, rendre la CSG progressive, rétablir l'ISF, on peut geler les fermetures de maternités et des bureaux de postes, en faire des centres généralistes de service au public.

Oui mais... et Bruxelles ? L'exemple portugais démontre qu'une relance par la dépense publique, financée par la justice fiscale, permet de réduire les déficits.

Alain Lipietz

*Version du 12 décembre 2018*

---

<sup>14</sup> Pour une stratégie de moyen-long terme, voir : <http://lipietz.net/Green-Deal-La-crise-du-liberal-productivisme-et-la-reponse-ecologiste>